



LE GRAND DEBAT NATIONAL

FLANCOURT-CRESCY EN ROUMOIS

6 février 2019 - 23 participant.es (18h00/23h00)

4 THEMATIQUES :

- **LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE**
- **LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES**
- **LA DÉMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ**
- **L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS**

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

QUESTIONS	PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS
<p><i>Etes-vous impactés par le changement climatique</i></p> <p><i>Que pouvez-vous faire individuellement ?</i></p> <p><i>Quelles seraient les incitations financières pour favoriser le changement ?</i></p> <p><i>Quelles seraient les incitations financières pour favoriser le changement ?</i></p> <p><i>Les taxes sur les carburants peuvent-ils modifier les comportements ?</i></p> <p><i>A quoi les taxes sur les carburants doivent-elles être affectées ?</i></p> <p><i>Quel budget pour financer la transition ?</i></p> <p><i>Quelles priorités pour agir ?</i></p> <p><i>Que faut-il faire pour concilier maintien de la biodiversité et compétitivité économique ?</i></p> <p><i>Comment faire partager la vision française au niveau européen ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développer l'offre de transport en commun public (horaires, liaisons et sécurité) et privés (d'entreprises) • Développer l'intermodalité une fois rendu à destination avec un seul abonnement • Réduire le prix des transports en commun • Instaurer la gratuité de transports en commun • Développer les pistes cyclables sécurisées & parking à vélos • Développer le transport des vélos dans les transports en commun sur les grandes lignes • Développer le fret ferroviaire ou maritime • Développer le co-voiturage avec des aires de stationnement sécurisé • Créer un service public du co-voiturage et rémunérer des chauffeurs. • Lutter contre l'artificialisation des sols • Développer les achats alimentaires en vrac à un coût économiquement abordable pour tous • Réduire les emballages et développer les emballages recyclables et les systèmes de consigne • Privilégier les productions françaises et le commerce de proximité • Harmoniser les réglementations sanitaires, environnementales et sociales européennes pour ne pas fausser la concurrence • Restaurer une part de protectionnisme économique • Être plus rigoureux avec l'octroi des subventions aux entreprises (, sous conditions, en cas de fermeture, de plan social ou de délocalisation) • Imposer les entreprises françaises ou internationales qui font de l'optimisation fiscales. • Renforcer l'encadrement et la réglementation de l'obsolescence technique programmée • Répercuter la baisse du prix du baril sur le prix du carburant à la pompe • Utiliser la taxe sur les carburants pour financer la transition écologique, les solutions de mobilité alternatives et le maillage du territoire par les transports en commun • Mieux encadrer et réduire la rémunération et le train de vie des responsables politiques • Développer les moyens de communication alternatifs aux réunions de travail en présentielle • Financer la transition écologique avec le budget de l'Etat et la fiscalité écologique d'entreprise (ex. Ecotaxe) • Faire de l'exemplarité une priorité • Renforcer la construction européenne et l'harmonisation vertueuse des normes pour vertueuses concilier maintien de la biodiversité et compétitivité économique

FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

QUESTIONS	PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS
<p><i>Quelles sont les choses à entreprendre pour améliorer l'information des citoyens sur la fiscalité et les dépenses publiques ?</i></p> <p><i>Comment réduire la dette publique et/ ou augmenter les impôts ?</i></p> <p><i>Dans quels domaines de l'action publique seriez-vous prêt à payer davantage d'impôts ?</i></p> <p><i>Que devrait-on faire concernant la fiscalité sur l'alcool et le tabac ?</i></p> <p><i>Que devrait-on faire concernant le CICE ?</i></p> <p><i>La prime d'activité</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Publier des versions du budget et des comptes publics résumées accessibles au grand public • Réévaluer les niches fiscales au regard de la justice sociale et environnementale • Lutter contre l'évasion, l'optimisation et la fraude fiscale • Davantage cibler les gros contributeurs • Revoir le nombre de tranches fiscales ... payer par tous sans exception à l'euro symbolique. • Construire un projet de société à long terme qui aille au-delà du mandat présidentiel • Préférer les impôts équitables (ex. CSG) à la TVA. • Différencier les taux (sur les produits de luxe) ou alléger la TVA sur certains produits de 1ère nécessité (y compris les médicaments ?) en veillant à ce que la baisse des prix ne soit absorbée par les intermédiaires (GMS) • Réduire les dépenses publiques • Réduire les avantages indus & trains de vie des élus et des grands fonctionnaires de l'Etat qui sont moralement choquants • Payer plus d'impôts à condition que ces impôts servent à financer une réelle amélioration de la qualité du service rendu (dans le domaine de la santé ou de l'éducation) • Lutter contre le chômage pour élargir l'assiette fiscale • Aidez les entreprises en situation de changement ou de transition pour les aider à s'adapter • Financer la sécurité des personnes dans les zones de non-droit • Renforcer l'efficacité du CICE en créant un contrat assorti d'une obligation juridique de résultat • Suspendre les droits sociaux des français qui partent à l'étranger • Limiter les écarts de salaires en fixant une limite (%) entre le salaire le plus haut et le salaire le plus bas • Développer les formes juridiques alternatives (SCOP, coopératives, etc.) • Renforcer la législation, la réglementation et les contrôles sur les conflits d'intérêt y compris dans le cercle familial • Instaurer une taxation (Tobin) sur les flux financiers • Développer l'information sur la prime d'activité et les conditions d'éligibilité • Préférer soutenir la création d'emploi plutôt que d'étendre la prime d'activité

LA DÉMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ

QUESTIONS	PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS
<p><i>En qui avez-vous le plus confiance pour vous représenter ?</i></p> <p><i>Le non-cumul des mandats ?</i></p> <p><i>Comment mieux représenter les sensibilités politiques ?</i></p> <p><i>Comment mieux représenter les sensibilités politiques ?</i></p> <p><i>Faut-il réduire les parlementaires à 225 ? Et les autres élu.es ?</i></p> <p><i>Comment inciter les citoyens à participer aux élections ?</i></p> <p><i>Comment mieux associer les citoyens aux décisions ?</i></p> <p><i>Faut-il tirer au sort les citoyens pour prendre des décisions de politiques publiques ?</i></p> <p><i>Faut-il consulter plus directement les citoyens sur les questions de finance publique ?</i></p> <p><i>Quels rôles nos assemblées (CESER, etc.) doivent-elles jouer ?</i></p> <p><i>Application de la laïcité ?</i></p> <p><i>Comment améliorer les relations entre l'Etat et les religions ?</i></p> <p><i>Comportements civiques à promouvoir ?</i></p> <p><i>Incivilité & discriminations les plus pénibles dans la vie quotidienne ?</i></p> <p><i>Faut-il des contreparties aux allocations de solidarité ?</i></p> <p><i>Que pensez-vous de l'émigration et de la politique migratoire en France ?</i></p> <p><i>Asile politique ? Doit-on définir des quotas annuels ?</i></p> <p><i>Quelles meilleures modalités d'intégration ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des représentant.es élu.es de proximité et de terrain • Organiser les permanences des élu.es dans leur territoire • Instaurer un quorum au sénat et au parlement pour voter les lois • Supprimer les « enveloppes » et les dépenses des élus sans justificatifs • Maintenir et encadrer les enveloppes des élu.es pour le financement de projets locaux • Instaurer la proportionnelle au-delà d'un pourcentage minimum de suffrages exprimés • Réviser les modalités du Demande des participant.es de réviser les modalités du référendum d'initiative populaire (RIP) • Conserver le référendum à l'initiative du gouvernement uniquement si l'on est capable d'assumer et de mettre en œuvre les choix des citoyens • Développer les conseillers territoriaux pour renforcer le lien entre la région et le département • Reconnaître le vote blanc et réviser le mode d'élection en conséquence pour permettre d'élire une majorité • Faut-il tirer au sort les citoyens pour prendre des décisions de politiques publiques ? Non • Faut-il consulter plus directement les citoyens sur les questions de finance publique ? Tout dépend de comment on consulte et comment on tient compte de l'avis exprimé. • Application de la laïcité ? Satisfaisante • Comment améliorer les relations entre l'Etat et les religions ? Attention au clientélisme confessionnel. • Comportements civiques à promouvoir ? L'éducation, la tolérance et le respect et le service civique. • Incivilité & discriminations les plus pénibles dans la vie quotidienne ? Les ordures sur la voie publique (papiers, mégots, etc.) et le non-respect des règles de vie. • Le sexisme et le racisme. Sanctionner le non-respect de l'égalité salariale homme femme • Faut-il des contreparties aux allocations de solidarité ? Oui symboliquement et par principe. • Asile politique ? Doit-on définir des quotas annuels ? Non pas de quotas. Mieux vaut faire la chasse aux passeurs et marchands de sommeil. • Quelles meilleures modalités d'intégration ? L'apprentissage (de la langue) et la formation professionnelle.

L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

QUESTIONS	PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS
<p><i>Connaissez-vous les échelons administratifs ?</i></p> <p><i>A quel niveau de compétence êtes-vous le plus attaché ?</i></p> <p><i>Quelles nouvelles compétences aux collectivités ?</i></p> <p><i>Quelles nouvelles compétences aux collectivités ?</i></p> <p><i>Accessibilité aux services publics ?</i></p> <p><i>Quelles évolutions positives des services publics ces dernières années ?</i></p> <p><i>Quelles évolutions négatives des services publics ces dernières années ?</i></p> <p><i>Avez-vous déjà renoncé à des droits ou autres par excès de complication ?</i></p> <p><i>Connaissez-vous le "droit à l'erreur" ?</i></p> <p><i>Le fonctionnement administratif est-il trop lourd ou complexe ?</i></p> <p><i>Comment l'état et les collectivités peuvent relever les défis avenir ?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Recréer des emplois dans les services publics de proximité en mutualisant les équipements & voir les personnels (polyvalents) pour maintenir un service public de qualité • Connaissez-vous les échelons administratifs ? Le millefeuille des compétences est trop confus. • A quel niveau de compétence êtes-vous le plus attaché ? La commune et le maire. • Quelles nouvelles compétences aux collectivités ? De nouvelles compétences si et uniquement si elles sont accompagnées des financements. La Région est sans doute le bon niveau pour décentraliser et/ ou déconcentrer. • Accessibilité aux services publics ? L'éloignement des services dépend de la fréquence d'utilisation. Quelles nouvelles compétences aux collectivités ? • Développer les maisons de service public et les services publics itinérants mais pas sur rendez-vous • Poursuivre le développement de l'accès aux services numériques de proximité avec l'accès à un poste informatique connecté proposé par la commune (avec une aide) • Expérimenter les mutuelles municipales (un groupement communal de commande) • Quelles évolutions positives des services publics ces dernières années ? La dématérialisation • Quelles évolutions négatives des services publics ces dernières années ? Le manque de personnels. • Avez-vous déjà renoncé à des droits ou autres par excès de complication ? Beaucoup de gens ne connaissent pas leurs droits. • Connaissez-vous le "droit à l'erreur" ? Non • Le fonctionnement administratif est-il trop lourd ou complexe ? Oui plutôt. Donner davantage d'autonomie aux fonctionnaires de terrains. • Pouvoir proposer (collégalement) une réorientation professionnelle aux fonctionnaires qui ne sont pas compétents pour leur poste & mission. • Revoir le fonctionnement de l'administration. Oui le fonctionnement. Avis très partagé sur la prime ou la rémunération au mérite • Comment l'état et les collectivités peuvent relever les défis avenir ? En préservant nos moyens humains et financiers d'action